

Schweizerische Gesandtschaft

in
Wien.

III, Strohgasse 31.

Vienne le 5 Mars 1903.



Handwritten notes:
 In Cirkulation
 der frankophonen
 (with a large checkmark)

Monsieur le Président,

Ce n'est qu'à de rares occasions que les Présidents des Conseils d'Autriche et de Hongrie répondent à des interpellations concernant la politique extérieure. Ou bien ils font la sourde oreille, ou bien ils allèguent leur incompétence dans les questions qui sont du ressort du Ministère commun des Affaires étrangères. Ce qu'ils déclarent à leurs Parlements lorsqu'ils se décident à parler peut donc toujours être considéré comme une énonciation du Ministère des Affaires étrangères.

C'est ce qui vient de se passer dans les Parlements d'Autriche et de Hongrie à propos de la question de la Macédoine.

Le 11 décembre dernier le Président du Conseil d'Autriche fut interpellé à la Chambre des Députés au sujet des intérêts économiques menacés dans les pays balcaniques et plus tard, le 4 février,

Au Département politique fédéral

B e r n e .



une autre interpellation lui fut adressée concernant les réformes administratives en Macédoine; de son côté Mr. de Szell fut interrogé le 10 janvier au Parlement hongrois au sujet du voyage du Comte Lamsdorff.

Pas plus à Vienne qu'à Pest les Présidents du Conseil ne se hâtèrent de satisfaire la curiosité des interpellateurs, et ce n'est qu'avant-hier que Mr. de Koerber et Mr. de Szell firent simultanément à leurs Parlements respectifs les déclarations, publiées par les journaux, desquelles il ressort que les arrangements concertés par l'Autriche et la Russie concordent entièrement avec les arrangements pris en 1897 entre les deux Gouvernements, et sont la conséquence de ce dernier, - que les Gouvernements sont fermement décidés à faire exécuter les réformes projetées et les engagements pris par la Turquie et à ne pas se contenter de vaines promesses; les populations chrétiennes peuvent compter sur les puissances, qui surveilleront l'exécution des réformes administratives promises, mais elles devront aussi s'abstenir de tout acte de violence, qui autoriserait la Turquie à des représailles. Mr. de Szell, avec son tempérament plus ardent que celui de son collègue autrichien, a été plus explicite; il s'est laissé aller à dire, qu'aucune puissance "même pas la Russie" ne chercherait à

empêcher la Turquie d'exercer une répression énergique contre ceux qui chercheraient à provoquer un mouvement révolutionnaire.

Cette dernière phrase m'engage à revenir quelque peu en arrière. Mr. le Ministre Lardy Vous faisait part à la fin de décembre dernier de la situation d'esprit dans laquelle il avait trouvé son collègue d'Autriche-Hongrie. Le Comte Wolkenstein, qui durant sa longue carrière a toujours cherché à éviter toute conflagration sur les Balkans, était nerveux, découragé au moment du voyage du Comte Lamsdorff et appréhendait que des forces élémentaires ne vissent détruire les meilleurs plans et les meilleures intentions. C'était bien la situation du moment, car à Vienne on avait appris avec étonnement que le Comte Lamsdorff ne viendrait à Vienne qu'après s'être rendu aux Cours de Sophia et de Belgrade. Ce n'était pas se concerter avec l'Autriche sur la base de l'arrangement de 1897, disait-on, que de s'entendre d'abord avec le Prince Ferdinand et le Roi Alexandre. En outre les récits mensongers de la presse bulgare représentaient l'action du Comte Lamsdorff d'une façon qui n'était pas de nature à dissiper les appréhensions de ceux qui étaient convaincus que la Russie encourageait en sous-main les agissements des comités macédoniens. Ce ne fut que plus tard que l'on apprit que le Comte Lamsdorff avait parlé un langage très sévère

à Sophia et qu'il avait déclaré au Gouvernement princier que ni la Russie ni les autres grandes puissances ne bougeraient si la Bulgarie continuait à favoriser les agissements révolutionnaires en Macédoine venant à être attaquée par la Turquie. "Nous resterions simples spectateurs des événements comme nous l'avons été lors des massacres en Arménie" aurait dit le Comte Lamsdorff.

Cette déclaration, lorsqu'elle a été connue ici, a considérablement contribué à faire dissiper les méfiances qu'à Vienne on a toujours contre la politique russe; elle vient d'être paraphrasée dans le communiqué au Messenger gouvernemental russe du 25 février dernier dans lequel il est dit que la Russie ne sacrifiera pas une goutte du sang de ses fils et une fraction de l'héritage du peuple russe, si les populations balcaniques, au mépris des conseils reçus, chercheraient par des moyens violents à modifier l'ordre établi.

Mr. de Szell, dans son énonciation du 3 courant, s'est évidemment inspiré à la fois des conseils donnés à Sophia par le Comte Lamsdorff et du communiqué au journal russe précité.

Telle qu'elle est exposée dans les déclarations faites aux Parlements d'Autriche et de Hongrie, la situation se

serait considérablement améliorée depuis décembre dernier; la presse la dépeint sous des couleurs riantes et au Ballhausplatz on accepte les félicitations pour le succès obtenu par la diplomatie autrichienne: l'arrangement de 1897 a fait ses preuves. Le Comte Lützow, avec lequel j'en causais ces jours ci, paraissait fort réjoui. "Oui, me disait-il, ça nous a donné beaucoup à faire, "mais l'entente est unanime avec toutes les puissances comme avec la Turquie; avec la Russie nous marchons mains à mains, chaque jour nous avons à nous concerter sur des questions de détails; "par exemple aujourd'hui nous avons débattu la question de la "gendarmerie; il serait possible que nous demandions à la Suisse, "qui heureusement pour elle n'a ni Grecs, ni Serbes, ou Bulgares, "de nous céder quelques-uns de ses excellents agents de police "pour organiser la gendarmerie en Macédoine, n'est-ce pas il y a quelques Suisses dans la gendarmerie crêtoise?"

Bref, on paraît ici satisfait, très satisfait

Le malaise que l'on éprouvait en décembre a fait place à une appréciation plutôt optimiste. Peut-être se contente-t-on d'avoir remis à demain ce que l'on redoutait pour le jour présent.

Dans des cercles plus critiques on ne partage l'enjouement de la presse; on n'estime pas que les

Gouvernants soient si rassurés qu'ils s'en donnent l'air. Voici sur quels faits se basent les appréhensions du moment.

D'abord qui peut garantir l'efficacité des conseils, voire même des menaces adressées par la Russie et l'Autriche-Hongrie à des populations affolées par les exactions turques et qui pour la majeure partie n'ont rien à perdre et tout à gagner, ne fut-ce que par le pillage. L'Autriche et la Russie pourront-elles par des déclarations comminatoires éteindre l'incendie si quelques milliers de Bulgares, de Serbes, de Macédoniens, de Grecs et d'Arnauts mettent le feu aux quatre coins des Balkans? A ceci on ne peut que répondre: non, car si elles étaient si sûres du résultat de leurs démarches, elles n'amoncelleraient pas maintenant encore des troupes sur leurs frontières: la Russie mobilise certains corps dans les provinces méridionales et en Bosnie et Herzégovine certaines dispositions ont été prises par l'Autriche-Hongrie en vue de renforcer les effectifs militaires sur les frontières serbes et turques. On a même parlé de mobilisation latente et une interpellation introduite au Parlement autrichien concernant l'augmentation des garnisons bosniaques est restée sans réponse. On redoute donc des complications du fait des populations des Balkans.

D'autre part, et même dans le communiqué précité du "Messager gouvernemental russe", le Tzar fait hautement proclamer la protection matérielle et spirituelle qu'il offre à ses corréligionnaires dans les Balkans; il dote les corporations religieuses de ces contrées, il peuple les couvents de moines qui rappellent les religieux combattants du moyen-âge et presque sur les frontières de l'Autriche, à Mitrowitzza, il vient d'ériger un Consulat, certe pour faire valoir d'autres intérêts que ceux de l'Autriche et de l'Eglise catholique romaine.

Entre les faits et les déclarations officielles il existent des contradictions que l'on explique de différentes manières. Les uns prétendent que la Russie désire pour le moment et très sincèrement la conservation du status quo; elle n'est pas prête militairement et cherche à remettre à plus tard une solution qui pourrait se produire d'elle même par l'effondrement de l'Empire Ottoman.

D'autres également convaincus des sentiments pacifiques du Tzar, attribuent ces contradictions apparentes à l'existence du parti panslave qui par ses puissantes attaches à la Cour et dans les chancelleries réussit à faire passer telle mesure qui est en contradiction directe avec telle autre prise par le Souverain.

Ce serait aux Ignatieff et consorts qu'il faudrait attribuer l'envoi d'émissaires religieux et laïques dans les contrées que voudrait pacifier le Souverain. Le voyage actuel du Comte Ignatieff ne serait pas volontaire mais aurait été provoqué par le Souverain qui veut mettre fin aux intrigues de ce général.

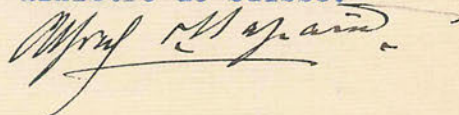
D'autres enfin prétendent que la Russie n'est pas sincère: On ne sait à Vienne de ce que Comte Lamsdorff a dit à Sophia, seulement ce qu'il en a communiqué au Ballhausplatz: il se pourrait que tout en réclamant de la Bulgarie l'attitude correcte que le Gouvernement princier vient de prendre en faisant emprisonner les chefs des comités révolutionnaires, le Comte Lamsdorff ait donné à Sophia d'autres assurances pour l'avenir et ait dit: "Nous voulons donner au Sultan le temps d'exécuter les réformes promises, -mais il ne tiendra sûrement pas ses promesses; dans ce cas la liberté d'action que nous vous enlevons aujourd'hui vous reviendra nécessairement et vous serez alors d'autant plus fort vis-à-vis de l'Europe que Vous aurez sagement suivi ses conseils actuels."

Vous le voyez, Monsieur le Président, à la surface on paraît très rassuré, mais la situation est encore grosse de dangers. Je joins à ces lignes les déclarations de M. de Koerber et de

Szell, de même que le communiqué du Messenger gouvernemental de Russie.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Le Ministre de Suisse.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'M. de S. A.', written in a cursive style with a long horizontal flourish at the end.

P.S. Les journaux annoncent à l'instant que l'Autriche-Hongrie vient d'ériger un Consulat à Mitrovitza, voulant par là constater l'action parallèle de l'Autriche et la Russie dans les Balkans, telle qu'elle est prévue par l'arrangement austro-russe de 1897.

Das russische Communiqué über die macedonischen Reformen.

Petersburg, 25. Februar.

Der „Regierungsbote“ veröffentlicht folgendes Communiqué:

Das politische Leben glaubensverwandter Völkerschaften unermüdlich verfolgend, hat die kaiserliche Regierung, durch ihre Agenten über die wahre Sachlage rechtzeitig benachrichtigt, nicht aufgehört, die Aufmerksamkeit der Pforte auf die unausschiebbare Nothwendigkeit der Verbesserung der Lage der Christen in den Vilajets Salonichi, Kossowo und Monastir zu richten. Dem im October 1902 nach Malta berufenen Botschafter in Konstantinopel wurde die Ausarbeitung eines Projectes der wesentlichen Reformen aufgetragen mit der Anweisung, die Pforte auf das dringende Bedürfnis der schnellsten Anwendung desselben zur gründlichen Beseitigung der Ursachen der Unzufriedenheit der Unterthanen aufmerksam zu machen. Eine Mittheilung gleichen Inhalts erhielt auch der türkische Gesandte, der den Kaiser in Livadia begrüßte. Die türkische Regierung erklärte sich bereit, die freundschaftlichen Rathschläge zu befolgen. Der im November 1902 veröffentlichte Reform-Trabe enthielt aber keine genügenden Garantien für die Verbesserung der Lage der Christen, diente daher auch nicht zur vollständigen Beruhigung. Trotz der den Balkanstaaten erteilten Rathschläge dauerte die Agitation der Revolutions-Comités zur Aufhebung der Bevölkerung gegen die Pforte fort. Angesichts der äußerst beunruhigenden Lage beauftragte der Kaiser den Minister des Aeußern Anfangs December, Belgrad und Sophia zu besuchen und dort im Namen des Kaisers eine Mittheilung folgenden Inhalts zu machen: Nach wie vor sind Rußlands Bemühungen darauf gerichtet, die Pforte zu den schnellsten Reformen in den drei europäischen Vilajets zu veranlassen. Es ist daher unerlässlich, daß die slavischen Staaten ihrerseits die möglichsten Maßnahmen zur Wahrung der Ruhe auf dem Balkan treffen und den revolutionären Absichten Widerstand entgegensehen. Nur so können sie auf Rußland rechnen.

Der König von Serbien und der Fürst von Bulgarien beeilten sich, dem Grafen Lamsdorff zu versichern, daß ihre Regierungen bemüht sein würden, die fernere Agitation zu unterdrücken. Sie würden die Resultate des Wirkens Rußlands für die Christen abwarten. Nachdem diese Versprechungen erfüllt waren, sprach die kaiserliche Regierung der bulgarischen Regierung für die in der letzten Zeit ergriffenen Maßnahmen ihre volle Billigung aus. Graf Lamsdorff reiste von Belgrad nach Wien, wo zwischen den beiden Ministern des Auswärtigen, gemäß dem Abkommen vom Jahre 1897, besondere Berathungen stattfanden. Dieselben endeten mit der Feststellung der Hauptgrundlagen der geplanten Reformen in den drei Vilajets. Anfangs Januar wurde das Programm den Botschaftern Rußlands und Oesterreich-Ungarns in Konstantinopel mitgetheilt. Nach Berathung der localen Verhältnisse sollten sie ein ausführlicheres Reformproject für die drei Vilajets ausarbeiten. Nach Genehmigung desselben durch die beiden Regierungen wurde es am 17. Februar den Signatarmächten vertraulich mitgetheilt, mit dem Ersuchen, im Falle der Billigung die Schritte Rußlands und Oester-

reich-Ungarns bei der Pforte zu unterstützen. Frankreich, Italien, Deutschland und England drückten ihre volle Bereitwilligkeit dazu aus. Die Botschafter Rußlands und Oesterreich-Ungarns wurden sodann beauftragt, das Reformproject dem Sultan vorzulegen.

Nach einer zusammenfassenden Darstellung der Reformvorschläge heißt es in dem Communiqué dann weiter:

Diese Maßnahmen, welche in der Zukunft eine weitere Entwicklung finden können, erscheinen ausreichend, eine wesentliche Verbesserung des Lebens der Christen zu sichern. Außerdem soll in einigen Gegenden unter der Leitung der Botschafter in Konstantinopel eine sorgfältige Controle durch die Consuln über die Anwendung der Reformen organisirt werden. Bei der Benachrichtigung der Vertreter Rußlands auf der Balkan-Halbinsel über die erzielten Resultate hat die kaiserliche Regierung es für nöthig befunden, zur möglichst weiten Informirung der slavischen Stämme den Vertretern Rußlands abermals die in diesem Falle leitenden Grundsätze einzuschärfen. Die durch Opfer Rußlands zu einem selbstständigen Leben berufenen Balkanstaaten dürfen zuverlässlich auf die beständige Fürsorge der kaiserlichen Regierung für die thatsächlichen Bedürfnisse und auf den mächtigen Schutz der geistigen und materiellen Interessen der Christen rechnen, dürfen dabei aber nicht aus dem Auge verlieren, daß Rußland nicht einen Tropfen Blutes seiner Söhne und nicht den geringsten Theil des Erbes des russischen Volkes opfern werde, wenn die slavischen Staaten, entgegen rechtzeitig erteilten und besonnenen Rathschlägen, durch revolutionäre oder gewaltsame Mittel eine Veränderung der bestehenden Ordnung auf der Balkan-Halbinsel anzustreben sich entschließen sollten.

Die macedonische Reformation.

Minister-Präsident Dr. v. Koerber: In der Sitzung des hohen Hauses vom 11. December v. J. haben die Herren Ritter v. Bukovic und Genossen eine Interpellation eingebracht, welche die Verhältnisse in Macedonien zum Gegenstande hat und in welcher die dringende Nothwendigkeit einer wirksamen Vertretung der wirtschaftlichen Interessen der österreichisch-ungarischen Monarchie in der Türkei erörtert wird. In der Sitzung vom 4. Februar v. J. haben die Herren Abg. N. v. Bukovic und Genossen sodann eine weitere Interpellation an mich gerichtet, welche sich auf die Vereinbarungen mit der kaiserlich russischen Regierung über die in Macedonien durchzuführenden Verwaltungsreformen bezog.

Indem ich mir erlaube, die in diesen beiden Interpellationen gestellten Anfragen unter Einem zu beantworten, brauche ich bezüglich der unter Punkt 1 der Interpellation vom 4. Februar l. J. an mich gerichteten Anfragen wol nicht erst zu betonen, daß ich von dem Herrn Minister des Aeußern über die wesentlichen Vorgänge der auswärtigen Politik in dankenswerther Weise fortlaufend in Kenntniß erhalten werde.

Was die Durchführung der im Berliner Vertrage in Aussicht genommenen Verwaltungsreformen in der Türkei anbelangt, so beehre ich mich hervorzuheben, daß die gemeinsame Regierung vermöge des lebhaften Interesses, das sie schon zufolge der geographischen Lage unserer Monarchie an den Vorgängen auf der Balkan-Halbinsel hat, diese Frage nie aus dem Auge verloren hat, und daß der k. und k. Minister des Aeußern in den letzten Delegations-Sessionen wiederholt in der Lage war, auf die dringende Nothwendigkeit hinzuweisen, der gefährdrohenden Unzufriedenheit der christlichen Bevölkerung der Türkei ein Ende zu machen. Diesem Ziele, einer Verbesserung der Zustände hauptsächlich in gewissen Gegenden der europäischen Türkei, dienen jene Reformvorschläge, deren Grundzüge gelegentlich der Anwesenheit des kaiserlich russischen Ministers des Aeußern, Grafen Lambsdorff, in Wien entworfen wurden, die seither die Zustimmung sämtlicher Signatarmächte des Berliner Friedensvertrages gefunden haben und schließlich auch von der Pforte angenommen worden sind. Die Mächte sind fest entschlossen, für die Erfüllung der von der Türkei eingegangenen Verbindlichkeiten Sorge zu tragen und sich mit bloßen Versprechungen nicht absinden zu lassen. Sie werden, wie dies auch in den officiösen Commentaren hervorgehoben wurde, welche die Publication der Reformvorschläge sowol hier als in Petersburg begleiteten, die Durchführung der getroffenen Maßregeln durch ihre Botschafter in Konstantinopel, sowie durch ihre Consulate in den betreffenden Gegenden strengstens überwachen lassen, worin gewiß eine werthvolle Garantie für die gewissenhafte Vollstreckung der ergangenen Weisungen zu erblicken ist.

Die christliche Bevölkerung hat also allen Grund, den Absichten und Bemühungen der Mächte volles Vertrauen entgegenzubringen und sich nicht zu Gewaltthätigkeiten hinreißend zu lassen, welche der Türkei das Recht zu Repressiv-Maßregeln geben würden.

Auf die zweite in der Interpellation vom 11. December v. J. gestellte Frage, betreffend die Wahrung der wirtschaftlichen Interessen der österreichisch-ungarischen Monarchie in der Türkei, beehre ich mich, zu bemerken, daß es im Sinne der k. und k. diplomatischen und consularischen Vertretungen im Orient wiederholt ertheilten Instructionen deren Pflicht ist, den wirtschaftlichen Interessen des Reiches die vollste Aufmerksamkeit zuzuwenden; es ist auch nicht der geringste Anhaltspunkt dafür gegeben, daß sie diese Verpflichtung außer Acht lassen würden. Ueber das in derselben Interpellation erwähnte Project einer Fusion sämtlicher ottomanischen Bahnen ist der k. u. k. Regierung nichts bekannt.

Szell über die macedonische Action.

Budapest, 3. März. Am Schlusse der heutigen Sitzung des Abgeordnetenhauses beantwortete Minister-Präsident v. Szell die Interpellation des Abg. Eszavolszky in Anwesenheit der Reise des russischen Ministers des Aeußern Grafen Lamsdorff in folgender Weise: Geehrtes Haus! Der Abgeordnete Ludwig Eszavolszky hat am 10. Januar an mich eine Interpellation bezüglich der Wiener Reise des russischen Ministers des Aeußern Grafen Lamsdorff gerichtet. Im Allgemeinen hätte ich schon damals, und zwar — wie ich glaube — beruhigend antworten können. Die Ursache, warum ich die Antwort bis heute verschoben habe, liegt darin, daß ich es für zweckmäßig gehalten habe, eine gewisse Zeit abzuwarten, damit ich offenere und bestimmtere Erklärungen abgeben könne, damit die Erklärungen in eine Zeit fallen, in welcher die Präliminar-Verhandlungen in dieser delicaten und verwickelten Frage so weit fortgeschritten sind, daß sie in äußeren Thatsachen zu Tage treten.

Der Herr Abgeordnete hat drei Fragen an mich gerichtet. Er fragt: Was ist der Zweck der Wiener Reise des Grafen Lamsdorff? Zweitens wünscht er zu wissen, ob bei dieser Gelegenheit vom Uebereinkommen des Jahres 1897 abweichende Vereinbarungen getroffen worden sind. Drittens, wenn solche nicht erfolgten, ob die gegen die Integrität der Türkei gerichteten Agitationen und Aufstände mit dem Uebereinkommen vom Jahre 1897 zu vereinbaren sind.

Bevor ich auf die Fragen selbst antworte, möchte ich kurz das Wesen der Politik charakterisiren, welche wir mit Bezug auf die Orientfrage und auf die Balkanverhältnisse befolgen. Unsere Orientpolitik besteht darin, daß die durch die internationalen Vereinbarungen geschaffenen Zustände im Orient aufrechterhalten werden, daß die Unabhängigkeit der einzelnen Balkanstaaten gekräftigt werde, daß diese in ihrer freien Entwicklung und in ihrem Aufblühen nicht behindert werden, daß wir mit diesen Staaten ein freundschaftliches Verhältnis pflegen. Wir wünschen ferner den territorialen und politischen Status quo sowie die Integrität der Türkei aufrechtzuerhalten, so zwar, daß keine der Großmächte auf die dortigen Machtverhältnisse zum Nachtheile Anderer einen überwiegenden Einfluß üben soll. Dies ist das Wesen jenes Einvernehmens und jener Uebereinstimmung der Auffassung, welche in dem im Jahre 1897 geführten Brest-Litovsk zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland bezüglich der Haltung auf dem Balkan sich in einverständliche Vereinbarungen krystallisirt hat. In dieser Weise charakterisirt auch der interpellirende Herr Abgeordnete durch Thatsachen die zu befolgende und als absolut richtig erkannte Richtung der Politik. (Zustimmung auf der äußersten Linken.)

Nachdem ich dies vorausgeschickt habe, gehe ich nunmehr zu den einzelnen Fragen über. Ich kann erklären, daß der Beweggrund der Reise des Grafen Lamsdorff in dem Wunsche gipfelte, daß er mit Oesterreich-Ungarn jene Maßregeln bespreche und womöglich zu einem Einvernehmen gelange, die ergriffen werden sollen, damit der in den europäischen Theilen der Türkei sich zeigenden, sehr gefährlichen Unzufriedenheit ein Ende gesetzt werde. Graf Lamsdorff, dieser ausgezeichnete russische Staatsmann, hat Belgrad und Sophia besucht, wo er den Standpunkt eingenommen hat, daß die der Türkei zu empfehlenden reformatischen Reformvorschlüge im Interesse des Friedens und der Ruhe der Bevölkerung jener Landestheile liegen und daß von Seite der slavischen Balkanstaaten eine solche Haltung nothwendig sei, welche die Aufrechterhaltung der Ruhe seitens dieser Staaten verbürgt. Hierauf begab er sich nach Wien, damit er mit dem Minister des Aeußern, Grafen Goluchowski, in der Frage der Reformvorschlüge eingehend conferire. Dieser Schritt entspricht vollkommen der im Jahre 1897 festgestellten Uebereinstimmung der Auffassung, welche ein einseitiges Vorgehen sowohl von Seite Oesterreich-Ungarns als von Seite Rußlands ausgeschlossen hat. Besondere Abmachungen sind bei dieser Gelegenheit nicht getroffen worden. Eine Abweichung von der übereinstimmenden Auffassung des Jahres 1897 ist durchaus nicht geschehen. Die Aufgabe und das Ziel der in Wien zwischen den beiden Mächten gepflogenen Besprechungen war, daß das Wesen der von Seite der Türkei in den Vilajets Salonichi, Monastir und Kossowo durchzuführenden administrativen Reformen und die Grundprincipien der Administrativ-Maßregeln festgestellt werden, welche hierauf der Türkei vorzuschlagen wären im Interesse des Friedens jener Territorien, im Interesse des Friedens der Türkei und Europas. Das Ziel dieser administrativen Maßregeln ist die Aufrechterhaltung des bestehenden territorialen und politischen Status quo, welcher durch die Ausdehnung der revolutionären Bewegung ernstlich gefährdet erscheint. Dieses Ziel ist vollständig identisch mit demjenigen, welches in der gleichlautenden Note zum Ausdruck gekommen ist, die Oesterreich-Ungarn und die Türkei an die Balkanstaaten im April 1897 gerichtet haben. Dieses Ziel bestimmt auch die jetzige Action der beiden Großmächte. Im Sinne der Grundsätze dieser Vereinbarungen sind der in Konstantinopel accreditirte österreichisch-ungarische und der russische Botschafter zur Ausarbeitung eines detaillirten Reformprojectes angewiesen worden, welches Project auch fertiggestellt wurde, sämmtlichen Großmächten vorgelegt und hierauf unter Zustimmung der Großmächte der Hohen Pforte überreicht worden ist.

Die beiden Großmächte Oesterreich-Ungarn und Rußland mißbilligen daher alle Bestrebungen und Tendenzen, woher immer sie auch kommen mögen, welche auf eine gewaltthätige Umwälzung gerichtet sind oder diese herbeiführen könnten. Falls trotz dieser Mahnung die dortige Bevölkerung sich zu revolutionären Schritten verleiten lassen würde, so würde Niemand — und auch Rußland nicht — die Türkei verhindern, energische Repression zu üben. (Allgemeine Zustimmung.) Diese ernste Mahnung ist auch in den holländischen russischen Kundgebungen enthalten.

Die Aufnahme, welche das Reformproject seitens der Hohen Pforte gefunden hat, und der gute Wille, von dem die Hohe Pforte erfüllt ist, gestatten zu hoffen, daß die seitens Oesterreich-Ungarns und Rußlands im Einvernehmen mit den europäischen Mächten unternommenen Schritte nicht resultatlos bleiben, sondern ihren Zweck erreichen werden. Aus all dem kann der Herr Abgeordnete entnehmen, daß die bisherigen Principien der Politik nicht geändert worden sind, daß wir durch die Empfehlung und Durchführung der unter Aufrechterhaltung der Integrität der Türkei einzuführenden Reformen durch Herstellung der Ruhe und geordneterer Zustände, sowie größerer Zufriedenheit in den Balkanstaaten dem großen Interesse des europäischen Friedens einen großen Dienst erwiesen haben. Die von dem Herrn Interpellanten ausgedrückte Besorgniß, daß die Integrität der Türkei verletzt werden könnte, erscheint somit grundlos, wie ich das dem Interpellanten ausdrücklich versichern kann.

Ich bitte das geehrte Haus, meine Antwort zur Kenntniß nehmen zu wollen. (Lebhafte Zustimmung rechts und links.)

Abg. Ludwig Eszavolszky (Kossuth-Partei) erklärt, daß er die vom Minister-Präsidenten erhaltene Aufklärung bereits im russischen Amtsblatte gelesen habe. Nicht das habe er erfahren wollen, sondern er habe eine Anfrage darüber gestellt, ob die Regierung ihren gesetzlichen Einfluß auf die Leitung der auswärtigen Angelegenheiten geltend gemacht habe. An einen Erfolg der vom Minister-Präsidenten erwähnten Reformen könne er nicht glauben, weil dieselben die Christen nicht befriedigen, die Muselmänner aber zum Widerstande reizen, weil die Agitation ungestört, wenn auch im Geheimen, fortgesetzt werde, und weil er schließlich der Bona fides Rußlands keinen Glauben beimessen könne. In Macedonien werde der Zustand unwiderruflich ausbrechen. Hierauf weisen die Mittheilungen des russischen Amtsblattes und des französischen Gelbbuches, die Reise des katholischen Vicars von Philippopol nach Konu und die letzte Erklärung des italienischen Marineministers hin. Redner hält das Einvernehmen zwischen Oesterreich-Ungarn und Rußland für eine einfache Zustimmung von österreichisch-ungarischer Seite zu den Entschlüssen und Verfügungen Rußlands, dessen Schleppträgerin unsere Monarchie sei, um an der Beute einen Antheil zu bekommen, wie dies im Jahre 1878 mit Bosnien der Fall gewesen sei. Nachdem der Interpellant in den erhaltenen Aufklärungen den Status quo auf der Balkan-Halbinsel nicht gesichert sieht, nimmt er die Antwort nicht zur Kenntniß.

Minister-Präsident v. Szell reflectirt auf die Bemerkungen des Abg. Eszavolszky, der auf die Ausführungen des Minister-Präsidenten nichts Anderes habe vorbringen können, als daß er an die Durchführbarkeit der Reformpolitik nicht glaube. Der Minister-Präsident fährt fort: „In dem ich auseinandergesetzt habe, daß wir auf der Basis der Aufrechterhaltung des Status quo stehen, daß wir die vollkommen freie Entwicklung der dortigen Nationen und Staaten mit Sympathie verfolgen, aber die Aufrechterhaltung der Integrität der Türkei als Princip unserer Politik anerkennen, und zwar derart, daß keine einzige Macht das Uebergewicht erhalten und auf Kosten einer andern vordringen könne, habe ich meiner Meinung nach eine Politik entwickelt, welche den Interessen der Monarchie und Ungarns entspricht. (Beifall rechts.) Wenn der Interpellant sagt, daß er den Aeußerungen der russischen Regierung keinen Glauben beimesse, obwohl ich davon gesprochen habe, daß wir mit Rußland im Einvernehmen sind, kann ich seine Ansicht nicht theilen. Ich kann nicht mit der Politik einzelner russischer Politiker oder Strömungen oder Blätter rechnen, als actueler Politiker muß ich mit der russischen Regierung, mit den Principien der officiellen Politik der russischen Regierung rechnen, und man kann und darf nicht voraussetzen — und hiezu haben wir nach den Aeußerungen jenes hervorragenden Staatsmannes auch keine Ursache — daß die russische Politik, welche im Jahre 1897 auf diese Congruenz der Auffassung mit uns gelangt ist, welche auch heute mit uns unter Billigung der übrigen Großmächte einen identischen Schritt vor Europa macht, nicht die leitende, die allein entscheidende russische Politik wäre. Diese ist es, mit der man rechnen muß, deren Aeußerungen und Thatsachen vor uns liegen und mit der Politik übereinstimmen, welche wir als unsere eigene anerkennen und welche auch unseren Interessen entspricht. Ob dies ewig so bleiben wird, wie lange es so bleiben wird, darüber ist — glaube ich — eine Discussion überflüssig und auch unmöglich. Man muß jede Politik auf Basis der Actualität beurtheilen. Was wäre damals geschehen, welche Conflagration wäre entstanden, wenn wir im Jahre 1877 Rußland, wie dies der Interpellant gewünscht, von rückwärts angegriffen und seine Hände gebunden hätten? Dies zu erörtern, würde sehr weit führen. Heute ist nicht davon die Rede, sondern davon, daß Rußland im Einvernehmen mit uns eine auf die Wahrung des Friedens und der Ruhe, auf die Erhaltung des Status quo gerichtete Politik befolgt und diesbezüglich für seine eigenen, sowie für seine mit uns im Einvernehmen unternommenen Handlungen feierlich vor ganz Europa die Garantie übernimmt.“

Der Interpellant befürchtet, es werde dennoch ein Krieg ausbrechen, dennoch eine Conflagration eintreten. Diesbezüglich kann man ja nie garantiren, besonders auf dem Balkan, wo so viel Zündstoff angesammelt, wo fast jeder Ort ein besonderer Wetterwinkel ist und wo Unwahrscheinlichkeiten und Unmöglichkeiten oft wahrscheinlich und möglich werden. Dies kann also Niemand voraussagen. Wir müssen mit der gegebenen Lage rechnen, und wenn wir dies thun, glaube ich, fügt sich die von mir erörterte Politik vollkommen in den Rahmen unserer realen Bedürfnisse ein. Und je mehr der Interpellant befürchtet, daß dort — wovor uns Gott behüte und wofür heute kein Indicium vorliegt — eine Conflagration eintreten kann, in welche wir hineingerissen würden, um so eher möge er daraus die Consequenz in einer anderen Frage ziehen, in jener Frage, welche die Stärkung der Wehrkraft unserer Armee betrifft (lebhafte Beifall rechts), und welche dahin gerichtet ist, daß, wenn auch von der Nation Opfer verlangt werden, dies im Interesse der höchsten staatlichen Gesichtspunkte geschieht, daß wir nämlich im Momente der Gefahr zum Schutze der Monarchie und Ungarns bereit dastehen. (Lebhafte Beifall rechts.) Ich bitte, meine Antwort zur Kenntniß nehmen zu wollen. Das Haus nimmt hierauf die Antwort des Minister-Präsidenten zur Kenntniß.